

Exemples d'arguments dont vous pouvez vous inspirer.

POURQUOI AGIR

- Le gouvernement et ses complices (la quasi totalité des médias, le groupe d'experts qui conseille le gouvernement à l'exception du Pr Raoult, la quasi totalité des médecins et personnalités qui se sont exprimé dans les médias jusqu'à récemment, ainsi que de nombreux responsables des autorités sanitaires et hospitalières) ont menti.
 - Le gouvernement et ses complices ont pendant tout un temps intentionnellement entassé les malades dans un petit nombre d'hôpitaux, conduisant très rapidement à la saturation de ces structures et à l'obligation pour le personnel soignant de choisir entre les malades à sauver et les malades à laisser mourir, alors que de grands hôpitaux de proximité (des CHU par exemple) et des hôpitaux privés avaient leurs structures COVID-19 et réanimation prêtes et vides, leurs professionnels non employés et leurs respirateurs non utilisés.
 - Le gouvernement et ses complices ont intentionnellement compliqué la disponibilisation de respirateurs et refusé d'utiliser les respirateurs fabriqués par diverses entreprises sur le territoire français.
 - Le gouvernement et ses complices ont intentionnellement organisé la non disponibilisation des masques.
 - Le gouvernement et ses complices ont intentionnellement organisé la non disponibilisation des tests de dépistage, interdisant à des centaines ou des milliers de labos sur le territoire de procéder à ces tests alors qu'ils en avaient la capacité.
 - Le gouvernement et ses complices ont menti à la fois sur les effets indésirables et sur l'efficacité de l'hydroxychloroquine et de l'azithromycine.
 - Le gouvernement et ses complices ont intentionnellement organisé la non prescription de l'hydroxychloroquine et de l'azithromycine en tant que traitement pour les malades, tant en milieu hospitalier qu'en ambulatoire.
 - Le gouvernement et ses complices ont intentionnellement organisé que ce traitement ne soit pas donné avant la phase aigüe de la maladie, c'est-à-dire ne soit pas donné dans la phase où il est efficace.
 - À l'exception du Pr Raoult qui en a claqué la porte, le groupe d'experts du gouvernement est constitué de professionnels médicaux qui ont perçu d'importantes sommes de l'industrie pharmaceutique, notamment des labos qui commercialisent les antiviraux Kaletra (lopinavir/ritonavir) et Remdésivir, aux effets indésirables officiels extrêmement délétères mais que le gouvernement cherche à imposer comme traitement pour le COVID-19.
- De par la loi, toutes ces personnes n'avaient pas le droit de s'exprimer publiquement sans citer leurs conflits d'intérêts, et il semble hautement plaidable que le gouvernement n'ait tout simplement pas eu le droit de les choisir en tant que membres du groupe d'experts, étant donné leur non indépendance.
- Tout cela :
- a conduit à déjà 10 000 morts
 - et sert de justification à un confinement inutile et extrêmement délétère pour les personnes comme pour l'économie, confinement qui n'a jamais été instauré ces dernières années pour les grippes saisonnières et assimilées, qui font chaque année plus de morts que le bilan de l'épidémie actuelle.
 - Pendant ce confinement et au motif d'un état d'urgence délibérément créé sans aucune nécessité, le gouvernement s'est abrogé les pleins pouvoirs et a fait passer des lois sans aucun mécanisme démocratique, lois qui n'ont aucun lien avec la situation sanitaire (durée du travail, congés payés, installations d'équipements de télécommunication mobile hors des procédures prévues...).

À ce stade, il n'y a plus que deux options : la justice, ou la dictature et le chaos.

Aujourd'hui, il est clair que les pétitions ne suffiront pas et que seules des actions collectives en justice en urgence pourront sauver des vies et arrêter le confinement rapidement, c'est-à-dire sauver à la fois la population et l'économie.